

CITIZEN

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Beaucoup reste à faire !

Greenpeace

La Commission européenne a présenté aujourd'hui sa proposition de réforme de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Greenpeace regrette que la proposition de réforme de la PAC ne mette pas d'accents suffisants pour assurer un avenir durable à l'agriculture en Europe.

La proposition de la Commission manque de mesures pour promouvoir dans l'UE une agriculture vraiment écologique qui protège les ressources naturelles, qui soit porteuse d'avenir pour les agriculteurs et respectueuse de la santé des consommateurs.

La nouvelle PAC sera en place pour la période de 2014 à 2020 et représente plus d'un tiers du budget de l'Union. Dans ses discours préalables,

la Commission européenne avait annoncé une PAC réorientant l'agriculture européenne vers des pratiques plus écologiques et apportant des réponses aux nombreux défis environnementaux qui se posent dans le secteur agro-alimentaire.

« La Commission ne tient pas ses promesses, elle rate une occasion d'offrir aux agriculteurs européens une réelle perspective d'avenir. L'agriculture européenne a besoin d'une PAC verte qui aide à protéger les ressources naturelles, les sols, l'eau et la biodiversité. Seule la promotion d'une agriculture réellement durable peut à long terme assurer l'avenir économique des agriculteurs, notamment des petites et moyennes exploitations agricoles au Luxembourg ! », déclare Maurice Losch, chargé de campagne

OGM et agriculture de Greenpeace Luxembourg.

Le rapport sur la situation et l'avenir de l'agriculture mondiale (IAASTD - International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development, 2008) est un des plus importants documents de référence en matière d'agriculture. Le rapport tire la conclusion que la seule option qui permet de nourrir à l'avenir et sous des conditions climatiques changeantes une population mondiale croissante est un modèle d'agriculture qui respecte le travail des agriculteurs et qui protège les ressources naturelles, notamment la biodiversité, l'eau et les sols. En favorisant encore trop une agriculture industrielle, la proposition de réforme de la PAC ne tient pas vraiment compte des conclusions du rapport IAASTD.

Selon Greenpeace, les subsides de la PAC devraient soutenir une agriculture écologique qui protège les ressources naturelles (sol, eau, biodiversité), qui travaille sans OGM et qui s'attaque d'une manière cohérente et décidée à la problématique des pesticides et des fertilisants chimiques. La PAC devrait contenir un paquet de mesures concrètes qui assurent au

niveau des exploitations agricoles la protection de la biodiversité, notamment en assurant une rotation et une diversité des cultures : au moins trois différentes cultures par ferme, dont une culture de plantes légumineuses. La promotion des cultures de plantes légumineuses dans l'Union européenne permettrait notamment de réduire les importations de matières fourragères OGM qui entrent actuellement dans la chaîne alimentaire. En plus, l'agriculture biologique devrait être soutenue d'avantage par les budgets de la PAC.

« C'est difficilement imaginable que plus d'un tiers du budget de l'Union européenne, de l'argent public, soit investi dans un type d'agriculture industrielle qui ne donne pas de vraies perspectives aux agriculteurs, qui pose de graves problèmes environnementaux et de santé publique. Nous demandons au Gouvernement et aux députés européens du Luxembourg de s'engager dans les mois à venir pour une PAC qui soutient une agriculture sans OGM et sans brevets sur le vivant et qui favorise des pratiques agricoles sans pesticides et sans intrants chimiques », déclare Maurice Losch.

ÉLECTIONS

Le statut quo pour les femmes

Conseil national des femmes du Luxembourg

Voici les premiers résultats concernant la participation des femmes aux élections communales du 9 octobre 2011. Elles traitent des femmes élues et non de la composition effective des conseils communaux.

Cette année, les femmes candidates qui représentaient 32 % des candidatures ont décroché en tout 241 mandats, ce qui revient à 21,5 % - un pourcentage presque identique à celui des élues lors des dernières élections communales (20,6 %). Les femmes élues représentent un peu plus d'un cinquième des mandataires. Avec 21,5 %, la part des élues a progressé de 0,9 % par rapport aux dernières élections communales de 2005. De 1987 à 2005, l'écart entre les femmes élues selon les deux modes de scrutin, majoritaire ou proportionnel, s'est continuellement réduit. Cette tendance ne se confirme plus en 2011.

Tandis que le pourcentage de femmes élues dans les communes majoritaires reste presque identique par rapport à 2005 (19,2), le pourcentage de femmes qui ont pu décrocher un mandat dans les communes proportionnelles a légèrement augmenté. Notons que le taux de réussite reste plus élevé dans les communes majoritaires que dans les communes proportionnelles. Pour les communes à représentation proportionnelle, on peut constater que la participation féminine varie selon les partis. Parmi les trois grands partis traditionnels (CSV, DP et LSAP) qui ont déposé des listes dans la quasi-totalité des communes proportionnelles, deux présentent une part d'élues assez similaire, variant autour de 24 %. En 2011, le DP constitue la lanterne rouge avec seulement 17,8 % d'élues.

Si le CSV et le LSAP améliorent leurs résultats de 2005, le DP connaît une régression notable. Déi Gréng,

qui ont augmenté leur nombre de listes (34 listes par rapport à 24 listes en 2005), retombe sous la barre des 40 %. Aux rangs de l'ADR, qui ne compte désormais que quatre mandats (par rapport à cinq en 2005), une femme a pu décrocher un mandat. Déi Lénk ne compte aucune femme élue, tandis que le KPL rentre de nouveau dans trois conseils communaux, sans femme. Lorsqu'on met en relation ces résultats avec les efforts fournis par les partis pour présenter des candidates sur leurs listes, on remarque que l'écart entre les parts de candidates et d'élues est le plus faible chez Déi Gréng.

Au niveau de la part des candidatures, l'écart entre mode d'élection majoritaire et proportionnel est encore considérable. Il tend toutefois à s'estomper dans les proportions de femmes élues. La présence plus faible des femmes candidates dans les communes majoritaires est compensée par un taux de réussite plus élevé. En ce qui concerne les communes à représentation proportionnelle, les résultats de ces élections confirment la théorie selon laquelle globalement, plus le pool de candidates est important, plus élevées seront les chances que la part des élues soit également plus élevée. Les efforts des partis qui ont présenté des listes plus équilibrées ont été honorés en ce

qui concerne le nombre de femmes élues. Néanmoins, la seule présence de femmes ne suffit pas, il faut encore qu'elles réussissent à se faire un nom.

Le système électoral luxembourgeois défavorise les femmes. Alors que dans les communes à système proportionnel, les femmes sont de plus en plus présentes sur les listes, elles peinent à se faire élire, confrontées à une forte concurrence de candidats masculins bien implantés dans la vie politique locale. Le système du panachage joue la plupart du temps en faveur des hommes. Dans les communes à système majoritaire, nous relevons que les femmes hésitent toujours à se présenter. Dans les communes proportionnelles, le CNFL réitère sa revendication consistant à faire obligation aux partis politiques de présenter des listes paritaires.

Repenser le système majoritaire : des études au niveau européen le montrent. Dans les pays qui ont des systèmes majoritaires, la représentation des femmes est plus faible. Une campagne ciblée d'encouragement s'impose dans les communes à système majoritaire ! Les différences existantes entre les taux de réussite des femmes et des hommes montrent qu'il reste beaucoup de travail à accomplir au niveau des changements des mentalités.